

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. I N. 4

MESSAGGIO ALLE CAMERE DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

A NORMA DELL'ARTICOLO 74 DELLA COSTITUZIONE

TRASMESSO ALLA PRESIDENZA IL 29 GENNAIO 1982

SUL

DISEGNO DI LEGGE

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(COLOMBO)

DI CONCERTO COL MINISTRO DEL TESORO
(PANDOLFI)

COL MINISTRO DELLA SANITÀ
(ANIASI)

COL MINISTRO
DELL'INDUSTRIA, DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO
(BISAGLIA)

COL MINISTRO DELL'INTERNO
(ROGNONI)

COL MINISTRO DELLA MARINA MERCANTILE
(SIGNORELLO)

E COL MINISTRO PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI
(BIASINI)

(CAMERA N. 1969; SENATO N. 1454)

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo di cooperazione fra la Repubblica italiana e la Repubblica greca sulla protezione dell'ambiente marino del Mar Ionio e delle sue zone costiere, firmato a Roma il 6 marzo 1979

APPROVATO DALLA CAMERA DEI DEPUTATI

nella seduta del 21 maggio 1981

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

nella seduta del 21 gennaio 1982

ONOREVOLI MEMBRI DEL PARLAMENTO! — Mi è stata trasmessa per la promulgazione la legge « Ratifica ed esecuzione dell'Accordo di cooperazione tra la Repubblica italiana e la Repubblica greca sulla protezione dell'ambiente marino del Mar Ionio e delle sue zone costiere, firmato a Roma il 6 marzo 1979 » approvata dalla Camera dei Deputati il 21 maggio 1981 e dal Senato della Repubblica il 21 gennaio 1982.

L'articolo 3 della legge pone la maggiore spesa di lire 80 milioni relativa all'anno 1980 a carico del capitolo n. 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro (fondo speciale di parte corrente destinato a far fronte a spese derivanti da progetti di legge da approvare in corso di esercizio) di quello stesso esercizio finanziario, con ciò contravvenendo a quanto disposto dall'articolo 10 della legge 23 agosto 1978, n. 468, che non consente l'utilizzo di tali accantonamenti oltre l'esercizio successivo a quello di iscrizione in bilancio. Per tale parte, pertanto, la legge non ottempera validamente al precetto dell'articolo 81, quarto comma, della Costituzione, per il quale ogni nuova legge di spesa deve indicare una adeguata copertura finanziaria a fronte di nuove o maggiori spese implicate.

Per tali ragioni chiedo a termini dell'articolo 74, primo comma, della Costituzione che il Parlamento proceda a un nuovo esame della legge già approvata.

Roma, 29 gennaio 1982.

PERTINI

ANDREATTA

DISEGNO DI LEGGE

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo di cooperazione tra la Repubblica italiana e la Repubblica greca sulla protezione dell'ambiente marino del Mar Ionio e delle sue zone costiere, firmato a Roma il 6 marzo 1979.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 13 dell'Accordo stesso.

ART. 3.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge nell'anno finanziario 1980 valutato in lire 80 milioni si provvede mediante riduzione del fondo speciale di cui al capitolo n. 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno medesimo all'uopo utilizzando parte dell'accantonamento preordinato per la partecipazione italiana al Programma alimentare mondiale delle Nazioni Unite (PAM).

Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

ACCORD DE COOPERATION**entre la République italienne et la République hellénique
sur la protection du milieu marin de la Mer ionienne et
de ses zones côtières**

Le Gouvernement de la République italienne et le Gouvernement de la République hellénique

soucieux de préserver et d'améliorer la qualité du milieu marin de la mer Ionienne et d'en protéger les zones côtières contre les risques de la pollution marine

désireux de renforcer l'étroite collaboration entre les deux Gouvernements en vue de la réalisation de ces buts

tenant compte de l'accord entre la République italienne et la République hellénique sur la délimitation des zones du plateau continental propres à chacun des deux Etats signé à Athènes le 24 Mai 1977, et des implications qui peuvent en dériver en ce qui concerne la préservation du milieu marin

tenant compte de l'esprit de coopération qui a animé les Etats signataires de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, conclue à Barcelone le 16 février 1976 sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1.

Les Gouvernements contractants décident d'instaurer une étroite coopération dans le but de prévenir, combattre et supprimer graduellement la pollution des eaux de la mer Ionienne et des ses zones côtières.

ARTICLE 2.

Le présent accord s'applique à la région maritime comprise, à l'Est, par les lignes côtières grecques occidentales, des Iles Othonoi à l'Ile de Gavdos (Crète), à l'Ouest, par les lignes côtières italiennes orientales d'Otranto à Capo Passero, au Nord, par la limite méridionale de l'Adriatique et, au Sud, par une ligne allant de l'Ile de Gavdos au Capo Passero en passant par le point latitude Nord 35°34',2 longitude Est Greenwich 18°20',7.

Le champ d'application du présent accord peut être étendu par décision de l'Organ prévu par l'article suivant, sous réserve d'approbation de la part des deux Gouvernements contractants.

A ces fins les Gouvernements contractants décident de constituer une Commission mixte dénommée dans le texte ci-après « La Commission ».

ARTICLE 4.

La Commission est chargée:

a) D'examiner tout problème relatif à la protection du milieu marin compris dans le champ d'application du présent accord;

b) De proposer aux Gouvernements contractants des recherches et des études dans le but de déterminer les causes, l'origine, la nature et le degré de pollution marine, et d'évaluer les éléments qui en résultent;

c) D'élaborer des programmes et de proposer aux Gouvernements contractants les mesures et les moyens nécessaires pour faire face aux causes qui provoquent ou pourraient provoquer la dégradation du milieu marin;

d) De donner son avis sur le contenu d'accords et de programmes spécifiques bilatéraux et autres portant sur le champ d'application du présent accord dans le but de les harmoniser avec ses propres programmes;

e) De collaborer avec les Commissions qui s'occupent de questions analogues concernant les mers avoisinantes;

f) De soumettre aux Gouvernements contractants un rapport annuel sur ses activités et les résultants de celles-ci. Outre les rapports annuels, la Commission peut soumettre des rapports intermédiaires où figurent les résultats des études et des recherches qu'elle a directement proposé, ses activités ainsi que ses propositions d'actions futures. Tout ces rapports pourront être publiés avec le consentement des Gouvernements contractants.

ARTICLE 5.

La Commission se compose des deux délégations des Gouvernements contractants.

Chaque Gouvernement désigne huit délégués au plus dont un chef du délégation.

Chaque délégation peut s'adjoindre des experts pour examiner des questions particulières.

La Commission peut également créer des groupes de travail et charger des experts de l'étude de problèmes spéciaux.

ARTICLE 6.

La présidence de la Commission est assurée par le chef de la délégation du pays où se tient la session ordinaire, et est maintenue jusqu'à la prochaine session ordinaire.

ARTICLE 7.

La Commission se réunit en session ordinaire au moins une fois par an sur convocation de son Président, en alternance dans chacun des deux pays. Des sessions extraordinaires sont convoquées par le Président à la demande de l'une des délégations pour l'examen de questions urgentes. Le Président propose le lieu et la date de la session ainsi que le projet de l'ordre du jour, dans lequel chaque délégation fait figurer les points qu'elle désire traiter. L'ordre du jour des sessions ordinaires est communiqué aux délégations un mois avant la date de la session.

ARTICLE 8.

Chaque délégation dispose d'une voix. Les décisions sont prises d'un commun accord.

Pour chaque session, il sera dressé et adopté un compte-rendu qui sera signé par le chefs des deux délégations.

ARTICLE 9.

Pour être effectivement informée sur le plan scientifique et technique, la Commission réunit les données et les renseignements disponibles et établit les liaisons tant entre les deux parties qu'avec les organismes internationaux compétents en matière de protection du milieu marin.

ARTICLE 10.

Les Gouvernements contractants examinant les propositions élaborées par la Commission et décident des conditions d'application des mesures nécessaires.

ARTICLE 11.

Chaque Gouvernement contractant supporte les frais de sa participation au sein de la Commission et des éventuels groupes de travail ainsi que les frais des recherches entreprises sur son territoire. Les dépenses des programmes et des recherches d'intérêt commun seront réparties entre les Gouvernements contractants selon les mo-

dalités proposées par la Commission et arrêtées par lesdits Gouvernements. Une procédure analogue s'appliquerait dans le cas où des recherches extraordinaires seraient proposées par la Commission.

ARTICLE 12.

La Commission établit son règlement intérieur, rédigé dans les langues italienne et grecque.

ARTICLE 13.

Le présent Accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui sera effectué à Athènes.

ARTICLE 14.

A l'expiration d'un délai de quatre ans après sa mise en vigueur, chacun des Gouvernements contractants peut dénoncer à tout moment le présent accord, après un préavis de six mois.

Fait à Rome le 6 mars 1979 en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de
la République italienne

F.to: MANZARI

Pour le Gouvernement de
la République hellénique

F.to: M. YERULANOS

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B.: *Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese, indicato nell'Accordo.*

ACCORDO DI COOPERAZIONE

tra la Repubblica italiana e la Repubblica ellenica sulla protezione dell'ambiente marino del Mar Ionio e delle sue zone costiere

Il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica ellenica,

ansiosi di preservare e di migliorare la qualità dell'ambiente marino del Mar Ionio e di proteggere le zone costiere contro i rischi dell'inquinamento marino;

desiderosi di rafforzare la stretta collaborazione tra i due Governi in vista della realizzazione di tali obiettivi;

tenendo conto dell'Accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica ellenica sulla delimitazione delle zone della piattaforma continentale proprie a ciascuno dei due Stati, firmato ad Atene il 24 maggio 1977, e delle implicazioni che possono derivarne per quanto attiene alla preservazione dell'ambiente marino;

tenendo conto dello spirito di cooperazione che ha animato gli Stati firmatari della Convenzione per la protezione del Mar Mediterraneo contro l'inquinamento, conclusa a Barcellona il 16 febbraio 1976, hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

I Governi contraenti decidono di instaurare una stretta cooperazione al fine di prevenire, combattere e sopprimere gradualmente l'inquinamento delle acque del Mar Ionio e delle sue zone costiere.

ARTICOLO 2.

Il presente Accordo si applica alla regione marittima compresa fra, ad est, le linee della costa greca occidentale, dalle isole Othonoi all'isola di Gavdos (Creta), ad ovest, le linee della costa italiana orientale da Otranto a Capo Passero, a nord, il limite meridionale

dell'Adriatico e, a sud, una linea che va dall'isola di Gavdos a Capo Passero, passando per il punto 35° 34',2 latitudine nord e 18° 20',7 longitudine est Greenwich.

Il campo di applicazione del presente Accordo può essere esteso per decisione dell'organo previsto dall'articolo seguente, con riserva di approvazione da parte dei due Governi contraenti.

ARTICOLO 3.

A tali fini i Governi contraenti decidono di costituire una Commissione mista, denominata nel testo che segue « La Commissione ».

ARTICOLO 4.

La Commissione è incaricata:

a) di esaminare ogni problema relativo alla protezione dell'ambiente marino compreso nel campo di applicazione del presente Accordo;

b) di proporre ai Governi contraenti ricerche e studi al fine di determinare le cause, l'origine, la natura e il grado di inquinamento marino, nonché di valutare gli elementi che ne risultano;

c) di elaborare dei programmi e di proporre ai Governi contraenti le misure e i mezzi necessari per far fronte alle cause che provocano o che potrebbero provocare il deterioramento dell'ambiente marino;

d) di dare il proprio parere sul contenuto di accordi e di programmi specifici bilaterali e altri vertenti sul campo di applicazione del presente Accordo al fine di armonizzarli con i propri programmi;

e) di collaborare con le Commissioni che si occupano di questioni analoghe concernenti i mari attigui;

f) di sottoporre ai Governi contraenti un rapporto annuale sulle proprie attività e i risultati di queste ultime. Oltre ai rapporti annuali, la Commissione può sottoporre dei rapporti intermedi dove figurino i risultati degli studi e delle ricerche che essa ha direttamente proposto, le proprie attività nonché le proprie proposte di azioni future. Tutti questi rapporti potranno essere pubblicati con il consenso dei Governi contraenti.

ARTICOLO 5.

La Commissione si compone di due delegazioni dei Governi contraenti.

Ogni Governo designa otto delegati al massimo di cui un capo delegazione.

Ogni delegazione può aggregarsi degli esperti per esaminare questioni particolari. La Commissione può anche creare gruppi di lavoro e incaricare esperti dello studio di speciali problemi.

ARTICOLO 6.

La Presidenza della Commissione è assicurata dal Capo della delegazione del Paese ove viene tenuta la sessione ordinaria, e viene mantenuta sino alla sessione ordinaria successiva.

ARTICOLO 7.

La Commissione si riunisce in sessione ordinaria almeno una volta all'anno su convocazione del suo Presidente, alternativamente in ciascuno dei due Paesi. Sessioni straordinarie sono convocate dal Presidente a richiesta di una delle due delegazioni per l'esame di questioni urgenti. Il Presidente propone il luogo e la data della sessione, nonché il progetto di ordine del giorno nel quale ogni delegazione fa figurare i punti che essa desidera trattare. L'ordine del giorno delle sessioni ordinarie viene comunicato alle delegazioni un mese prima della data della sessione.

ARTICOLO 8.

Ogni delegazione dispone di un voto. Le decisioni sono prese di comune accordo.

Per ogni sessione, verrà redatto e adottato un rendiconto che verrà firmato dai capi delle due delegazioni.

ARTICOLO 9.

Allo scopo di essere effettivamente informata sul piano scientifico e tecnico, la Commissione riunisce i dati e le informazioni disponibili e stabilisce le relazioni sia tra le due parti che con gli organismi internazionali competenti in materia di protezione dell'ambiente marino.

ARTICOLO 10.

I Governi contraenti esaminano le proposte elaborate dalla Commissione e decidono sulle condizioni di applicazione delle misure necessarie.

ARTICOLO 11.

Ogni Governo contraente sopporta le spese relative alla propria partecipazione in seno alla Commissione e ad eventuali gruppi di lavoro nonché le spese delle ricerche intraprese sul proprio territorio.

Le spese relative ai programmi e alle ricerche di interesse comune saranno ripartite tra i Governi contraenti secondo le modalità proposte dalla Commissione e stabilite dai detti Governi. Una procedura analoga verrebbe applicata nel caso in cui venissero proposte ricerche straordinarie dalla Commissione.

ARTICOLO 12.

La Commissione stabilisce il proprio regolamento interno, redatto nelle lingue italiana e greca.

ARTICOLO 13.

Il presente Accordo sarà soggetto a ratifica ed entrerà in vigore il giorno dello scambio degli strumenti di ratifica, che sarà effettuato ad Atene.

ARTICOLO 14.

Allo spirare di un termine di quattro anni dopo la sua entrata in vigore, ciascuno dei Governi contraenti può denunciare in ogni momento il presente Accordo, previo preavviso di sei mesi.

Fatto a Roma, il 6 marzo 1979, in due esemplari originali in lingua francese.

*Per il Governo
della Repubblica italiana*

G. MANZARI

*Per il Governo
della Repubblica ellenica*

M. YERULANOS